

Le Machin dans le Règne Machinal (suite)

<https://www.coreysdigs.com/u-s/laundering-with-immunity-the-control-framework-part-1/>

Blanchir en toute immunité

Laundering with Immunity: The Control Framework – Part 1

September 29, 2022 /

Blanchiment avec immunité : le cadre de contrôle – Partie 1

Une bande de criminels s'est réunie il y a un siècle et a décidé qu'ils allaient posséder le monde, détenir tout le pouvoir, créer et accumuler tout l'argent, et garder tout le monde sur un cycle de spin constant pour les tromper. Non seulement ils allaient le construire comme bon leur semblait, mais ils allaient construire le système d'esclavage le plus élaboré que le monde ait jamais vu – un système qui leur donne l'immunité totale, qui leur permet d'opérer en dehors de la loi, et ils allaient le faire sans que personne ne s'en rende compte jusqu'à ce qu'il soit trop tard. Ces dirigeants auto-imposés se croient intouchables, ont créé des documents qui en disent autant et se moquent de l'humanité alors que les gens se déplacent dans leur vie sans être au courant de ce stratagème complexe.

C'est l'histoire qui doit être partagée avec le monde et avec chaque législateur d'état qui devrait agir immédiatement pour créer l'indépendance du système de la Réserve Fédérale et des Banques Centrales, et appliquer notre Constitution et nos lois de gestion financière pour protéger la souveraineté au niveau de l'État et au niveau local. Cela devrait comprendre des mesures visant à récupérer les sommes volées illégalement, à prévenir les dépenses illégales actuelles et futures de nos impôts et à mettre fin aux privilèges d'immunité souveraine qui ont été utilisés pour se livrer à des activités criminelles systématiques et au racket.

- 76 Les organisations internationales et les banques bénéficient d'immunités, de privilèges et d'exonérations fiscales
- GAVI, Big Pharma et CERN bénéficient d'immunités similaires
- La Banque des règlements internationaux jouit d'une immunité souveraine et certaines de ces immunités s'étendent à ses membres, soit 63 banques centrales et la Réserve fédérale, tandis que d'autres immunités s'étendent aux « institutions d'importance systémique ».
- Des billions de dollars des contribuables et de l'argent imprimé ont transité par ces organisations et ces banques sans transparence ni reddition de comptes alors qu'elles continuent de bâtir un système mondial d'esclavage
- Des centaines, voire des milliers, d'ONG et de sociétés travaillent avec et par l'intermédiaire de ces organisations et banques, dont certaines ont des accords, des AMN et/ou une immunité par extension

Elles ne sont pas au-dessus de la loi, elles sont tout à fait hors de la loi.

La partie 2 plonge profondément dans les connexions qui dévoilent un groupe plus large tirant de nombreuses ficelles qui semblent avoir été peu ou pas exposées, et montre à quel point cela s'étend et le véritable pouvoir qu'ils détiennent tous – où les lois et la constitution ne semblent pas exister pour eux.

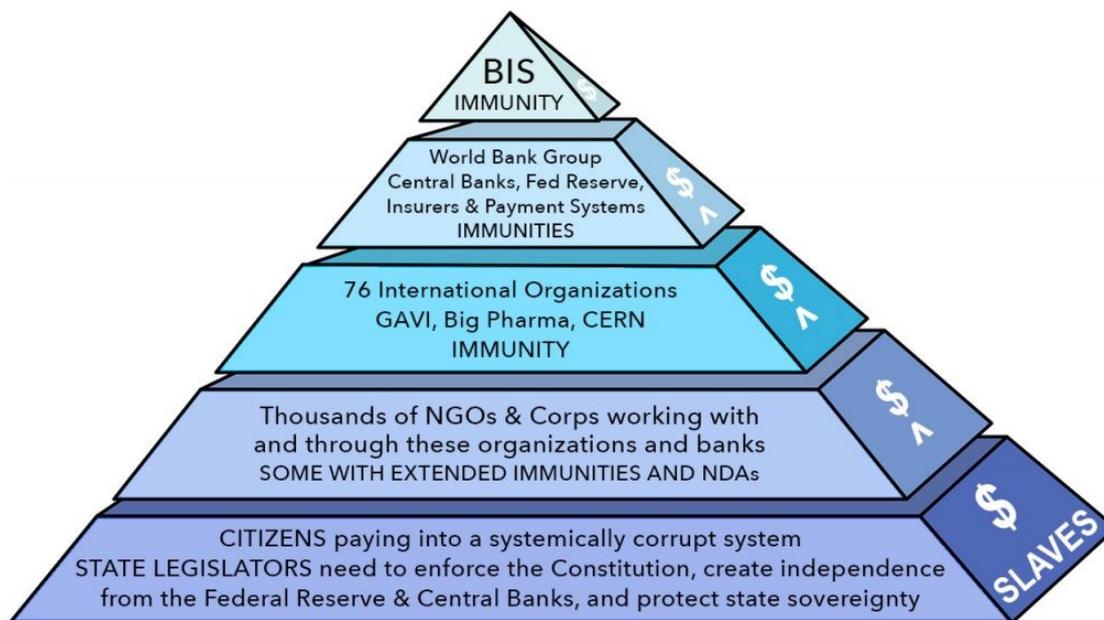
Téléchargez ce rapport complet en format pdf à partir de The Bookshop >

Écoutez Corey Lynn et Edge discuter de ce rapport dans leur balado Dig It!

Version audio complète de ce rapport : système d'asservissement

The Control Framework

cadre de contrôle



Le cadre de contrôle

Le monde dualiste qu'ils ont créé va bien au-delà de ce que la plupart des gens ont imaginé. Ce n'est pas tant que ces individus et organisations sont "au-dessus de la loi", mais plutôt qu'ils opèrent entièrement en dehors de la loi, et qu'ils se sont autorisés à le faire par des décrets, des traités et la création de la BRI. La structure qu'ils ont créée ressemble en un sens à un système pyramidal. Au sommet de la tour d'ivoire, se trouve la BRI, la Banque des règlements internationaux, qui jouit d'une immunité souveraine. Lorsqu'elle mène des activités spécifiques dans le cadre de la BRI, cette immunité s'étend à ses membres, qui se composent de 63 banques centrales et autorités monétaires mondiales, du Federal Reserve System, ainsi que des assureurs et des systèmes de paiement par le biais de leurs filiales, que la BRI considère comme des "institutions d'importance systémique."

Comme si cela ne suffisait pas, il y a pire. Les États-Unis ont accordé à 76 organisations internationales publiques des immunités, des privilèges et des exonérations fiscales remontant à 1946, soit 10 ans seulement après que la BRI ait étendu ses immunités avec la Convention de La

Haye de 1936. En outre, certaines de ces organisations ont ajouté des immunités par le biais de traités.

Sous cette couche, il y a des centaines d'ONG, de sociétés et d'universités qui opèrent avec et par le biais de ces organisations internationales et qui détiennent des immunités et des privilèges - certaines d'entre elles ont signé des accords et des NDA, d'autres ont reçu une immunité par extension.

Le processus est assez simple. L'argent est essentiellement blanchi par l'intermédiaire d'organisations et de banques qui n'ont que peu de transparence ou de responsabilité et qui sont réparties dans de nombreux pays, ce qui rend la tâche encore plus facile.

Mais cela ne s'arrête pas là. Outre les immunités dont jouissent ces banques et organisations, la GAVI de Bill Gates bénéficie également d'immunités et de privilèges. Bien entendu, la Banque mondiale siège au conseil d'administration, gère les finances et est l'administrateur, qui jouit d'un grand nombre d'immunités et de privilèges vis-à-vis des cinq branches du Groupe de la Banque mondiale. Si l'on ajoute à cela la décharge de responsabilité accordée aux grandes entreprises pharmaceutiques en matière de vaccins, on obtient une recette pour le désastre. Même le CERN détient un statut d'immunité internationale, indépendamment des listes fournies dans ce rapport.

Au bas de cette pyramide se trouvent des civils qui paient des impôts, se conforment à un ensemble de lois dont les autres n'ont jamais à se préoccuper, et qui ont cru naïvement que ces organisations et ces banques agissaient dans leur intérêt, alors qu'elles dilapidaient des milliers de milliards de dollars pour construire un système d'asservissement humain, et que le grand gouvernement leur faisait parvenir l'argent des contribuables. C'est ainsi qu'ils ont réussi à le faire pendant si longtemps, sans crainte ni conscience.

Ce qu'il est important de reconnaître à propos de ces organisations spécifiques, c'est le fait qu'elles couvrent presque toutes les industries. En d'autres termes, ceux qui sont derrière ces organisations et ces banques sont les futurs dirigeants du monde si on ne les arrête pas. Leur cadre est déjà en place. Que faut-il faire pour arrêter cette bande de personnages criminels qui ont trouvé le moyen de se créer des privilèges spéciaux, en dehors du système, ont signé quelques bouts de papier et ont déclaré avoir l'immunité pour voler l'argent durement gagné des gens ?

Loi sur l'immunité des organisations internationales (IOIA) du 29 décembre 1945

Presque immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, le Congrès a adopté la loi sur l'immunité des organisations internationales, qui a été promulguée le 29 décembre 1945. Cette loi établit des immunités, des privilèges et des exonérations fiscales pour les organisations internationales qui pourraient ne pas être considérées comme des organisations internationales selon les règles du droit international, comme le Fonds mondial, par exemple.

Qu'est-ce qui définit une "organisation internationale" qualifiée ? L'IOIA stipule : "Aux fins du présent titre, le terme "organisation internationale" désigne une organisation internationale publique à laquelle les États-Unis participent en vertu d'un traité ou sous l'autorité d'une loi du Congrès autorisant cette participation ou prévoyant un crédit pour cette participation..."

Une fois l'IOIA adopté, c'est par l'autorisation du ou des présidents d'accorder ces privilèges aux organisations internationales par décret. Le président a également le pouvoir de conditionner, limiter ou révoquer la désignation. Si quelques organisations ont reçu des privilèges limités, aucune ne semble avoir été révoquée, à l'exception des organisations qui se sont dissoutes. Toutefois, en 1983, le président Ronald Reagan a accordé à Interpol des immunités supplémentaires contre les

poursuites et les procès, et en 2009, le président Barack Obama a accordé des avantages supplémentaires.

L'IOIA stipule que "les organisations internationales ... jouissent de la même immunité contre les poursuites et toute forme de procédure judiciaire que celle dont jouissent les gouvernements étrangers, sauf dans la mesure où ces organisations peuvent renoncer expressément à leur immunité." Cela leur conférerait une immunité absolue. En 1976, la loi sur les immunités souveraines étrangères a été adoptée et a créé certaines restrictions sur les immunités, mais l'IOIA semble être restée vague sur la question.

En ce qui concerne les immunités et les privilèges, certains pays les accordent aux organisations internationales selon leurs propres critères et règles, il existe des accords de siège qui prévoient des immunités et des privilèges supplémentaires, et il existe des traités internationaux qui accordent également des immunités et des privilèges. Une même organisation peut en avoir un, deux ou les trois à la fois. À titre d'exemple, le Fonds mondial bénéficie de privilèges aux États-Unis et de traités internationaux avec plusieurs pays, tout en bénéficiant d'immunités supplémentaires en Suisse, notamment d'un accord de siège. En d'autres termes, il est protégé au maximum. Immunités, privilèges et exonérations fiscales dont bénéficie le statut IOIA

Notez que dans cette loi, ainsi que dans les traités, on dit souvent "à moins que l'immunité ne soit levée", et ce que l'on entend par là, c'est que les dirigeants internes de l'organisation déterminent s'ils souhaitent lever l'immunité afin qu'une affaire juridique particulière puisse voir le jour devant un tribunal, sans que l'organisation n'utilise son conseil interne pour de tels débats ou actions en justice. À moins qu'une situation scandaleuse ne se produise, comme le meurtre d'un employé par un autre employé, il est peu probable qu'une organisation renonce à son droit à l'immunité pour régler elle-même ses différends.

Il s'agit là d'un résumé succinct de leur capacité à opérer en dehors de la loi. La version complète de l'IOIA peut être examinée en détail sur le site de la loi originale, Yale Law School, ou pour plus de détails, visitez Wikipedia.

- Les organisations internationales, leurs biens et leurs avoirs, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, bénéficient de la même immunité contre les poursuites et toute forme de procédure judiciaire que celle dont jouissent les gouvernements étrangers, à moins que l'organisation ne renonce à son immunité.

- Immunité de perquisition et de saisie des biens et avoirs, où qu'ils se trouvent et quel que soit leur détenteur.

- Les archives sont inviolables

- Exonération de l'impôt foncier, de l'impôt sur le revenu intérieur, de la taxe sur les communications, de la taxe sur le transport des personnes ou des biens, des droits de douane et des taxes.

- Admission des fonctionnaires et employés, ainsi que des membres de leur famille, sans contrôle de la douane

- Les dirigeants et les employés sont exempts de poursuites judiciaires ou de toute autre action en justice concernant les activités liées au travail.

- Les employés sont exonérés de l'impôt sur le revenu, s'ils ne sont pas citoyens américains ou s'ils sont à la fois citoyens américains et citoyens du Commonwealth des Philippines.
 - Les dirigeants et les employés de l'organisation internationale, ainsi que les membres de leur famille immédiate, autres que les ressortissants des États-Unis, n'ont pas besoin d'être enregistrés en tant qu'étrangers ou de faire prendre leurs empreintes digitales, ni d'être enregistrés en tant qu'agents étrangers.
 - Si le secrétaire d'État détermine que la présence continue d'une personne d'une organisation internationale aux États-Unis n'est plus souhaitable, ou s'il souhaite retirer les privilèges, exemptions et immunités de l'organisation internationale elle-même, il a le pouvoir de le faire.
- 76 Organisations internationales bénéficiant d'immunités et de privilèges

La liste ci-dessous reprend l'ordre dans lequel les immunités ont été accordées pour la première fois à ces organisations. Comme on peut le constater, Truman a donné le coup d'envoi avec 20 désignations, et Bill Clinton occupe la deuxième place. Depuis le président Truman, chaque président a accordé des immunités à diverses organisations, à l'exception du président Trump et, jusqu'à présent, de M. Biden.

Il s'agit d'une liste exhaustive qui comprend l'organisation, la date de sa création, son siège, les dates auxquelles elles ont obtenu l'immunité et par qui, ainsi que les numéros des décrets qui correspondent, qui ont été rigoureusement vérifiés. Notez également que certaines de ces organisations ont également des traités qui leur confèrent des immunités et des privilèges supplémentaires, comme l'ONU. Nous y reviendrons dans la deuxième partie.

Organisation des États américains (anciennement l'Union panaméricaine)

Fondée : 1890 (la charte a été officiellement créée le 30 avril 1948)

Siège social : Washington D.C.

Statut de l'IOIA : EO 9698 le 19 février 1946 par Harry S. Truman et EO 10533 le 3 juin 1954 par Dwight D. Eisenhower

Organisation internationale du travail (fondée sous l'égide de la Société des Nations, aujourd'hui intégrée à l'ONU)

Fondée : Octobre 1919

Siège social : Genève, Suisse

Statut de l'IOIA : EO 9698 le 19 février 1946 - Harry S. Truman

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

Fondée : 16 octobre 1945

Siège social : Rome, Italie

Statut de l'IOIA : EO 9698 le 19 février 1946 - Harry S. Truman

Nations Unies

Fondée : 24 octobre 1945

Siège social : New York

Statut de l'IOIA : EO 9698 le 19 février 1946 - Harry S. Truman

Organisation panaméricaine de la santé (anciennement Bureau sanitaire panaméricain)

Fondée : 2 décembre 1902

Siège social : Washington, D.C.

Statut IOIA : EO 9751 le 11 juillet 1946 et EO 10025 le 30 décembre 1948 par Harry S. Truman, et EO 10864 le 18 février 1960 par Dwight D. Eisenhower.

Institut interaméricain de statistique

Fondé : 12 mai 1940

Siège social : Washington, D.C.

Statut de l'IOIA : EO 9751 le 11 juillet 1946 et EO 10025 le 30 décembre 1948 par Harry S. Truman, et EO 10864 le 18 février 1960 par Dwight D. Eisenhower.

Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (anciennement Institut interaméricain des sciences agricoles)

Fondé : 1942

Siège social : San José, Costa Rica

Statut de l'IOIA : EO 9751 le 11 juillet 1946 - Harry S. Truman

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)

Fondée : Juillet 1944 (a ouvert ses portes le 25 juin 1946)

Siège social : Washington, D.C.

Statut de l'IOIA : EO 9751 le 11 juillet 1946 - Harry S. Truman

Fonds monétaire international (ONU)

Fondé : Juillet 1944

Siège social : Washington, D.C.

Statut de l'IOIA : EO 9751 le 11 juillet 1946 - Harry S. Truman

Comité consultatif international du blé (Conseil international du blé)

Fondé : 1933

Siège social : Londres, Angleterre

Statut de l'IOIA : EO 9823 le 24 janvier 1947 - Harry S. Truman

Union internationale des télécommunications (anciennement Union télégraphique internationale, aujourd'hui sous l'égide de l'ONU)

Fondée : 17 mai 1865

Siège social : Genève, Suisse

Statut de l'IOIA : EO 9863 le 31 mai 1947 - Harry S. Truman

Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) - ONU

Fondée : 16 novembre 1945

Siège social : Paris, France

Statut de l'IOIA : EO 9863 le 31 mai 1947 - Harry S. Truman

Organisation de l'aviation civile internationale (ONU)

Fondée : 4 avril 1947

Siège social : Montréal, Canada

Statut de l'IOIA : EO 9863 le 31 mai 1947 - Harry S. Truman

Comité consultatif international du coton

Fondé : 1939

Siège social : Washington DC

Statut de l'IOIA : EO 9911 le 19 décembre 1947 - Harry S. Truman

Commission mixte internationale - États-Unis et Canada

Fondée : 1909

Siège social : Ottawa, ON et Washington, D.C.

Statut de l'IOIA : EO 9972 le 25 juin 1948 - Harry S. Truman

Organisation mondiale de la santé (ONU)

Fondée : 7 avril 1948

Siège social : Genève, Suisse

Statut de l'IOIA : EO 10025 le 30 décembre 1948 - Harry S. Truman

Communauté du Pacifique (anciennement la Commission du Pacifique Sud)

Fondée : 1947

Siège : Nouméa, Nouvelle-Calédonie

Statut de l'IOIA : EO 10086 le 25 novembre 1949 - Harry S. Truman

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) - (anciennement l'Organisation européenne de coopération économique)

Fondée : 16 avril 1948 (devenue l'OCDE le 30 septembre 1961)

Siège social : Paris, France

Statut IOIA : EO 10133 le 27 juin 1950 - Harry S. Truman

Organisation interaméricaine de défense

Fondée : Janvier 1942

Siège social : Washington, D.C.

Statut de l'IOIA : EO 10228 le 26 mars 1951 - Harry S. Truman

Organisation internationale pour les migrations (anciennement Comité intergouvernemental provisoire pour le mouvement des migrants pour l'Europe et Comité intergouvernemental pour les migrations européennes)

Fondée : 6 décembre 1951

Siège social : Grand-Saconnex, Suisse

Statut IOIA : EO 10335 le 28 mars 1952 - Harry S. Truman

Société financière internationale (sous la Banque mondiale)

Fondée : 20 juillet 1956

Siège social : Washington, D.C.

Statut de l'IOIA : EO 10680 le 2 octobre 1956 - Dwight D. Eisenhower

Union postale universelle (créée par le Traité de Berne, relève désormais de l'ONU)

Fondée : 9 octobre 1874

Siège social : Berne, Suisse

Statut IOIA : EO 10727 le 31 août 1957 - Dwight D. Eisenhower

Agence internationale de l'énergie atomique (ONU)

Fondée : 29 juillet 1957

Siège social : Vienne, Autriche

Statut de l'IOIA : 10727 le 31 août 1957 - Dwight D. Eisenhower

Bureau hydrographique international

Fondé : 21 juin 1921

Siège social : Monte Carlo, Monaco

Statut de l'IOIA : EO 10769 le 29 mai 1958 - Dwight D. Eisenhower

Organisation maritime internationale (anciennement Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime - ONU)

Fondée : 17 mars 1958
Siège social : Londres, Royaume-Uni
Statut de l'IOIA : EO 10795 le 13 décembre 1958 - Dwight D. Eisenhower

Organisation météorologique mondiale (ONU)
Fondée : 23 mars 1950
Siège social : Genève, Suisse
Statut IOIA : EO 10676 le 1er septembre 1959 - Dwight D. Eisenhower

Banque interaméricaine de développement
Fondée : 8 avril 1959
Siège social : Washington, DC
Statut de l'IOIA : EO 10873 le 8 avril 1960 par Dwight D. Eisenhower et EO 11019 le 27 avril 1962 par John F. Kennedy

Commission internationale du flétan du Pacifique
Fondée : 1923
Siège social : Seattle, WA
Statut de l'IOIA : EO 11059 le 23 octobre 1962 - John F. Kennedy

Commission interaméricaine du thon tropical
Fondé : 1949
Siège social : San Diego, CA
Statut de l'AIIO : OCOM 11059 le 23 octobre 1962 – John F. Kennedy

Commission des pêcheries des Grands Lacs
Fondé : 1955
Administration centrale : Ann Arbor, MI
Statut de l'AIIO : OCOM 11059 le 23 octobre 1962 – John F. Kennedy

Organisation internationale du café (créée sous les auspices de l'ONU)
Fondé : 1963
Siège : Londres, Royaume-Uni
Statut de l'AIO : OCOM 11225 le 22 mai 1965 et OCOM 11449 de Lyndon B. Johnson

Banque asiatique de développement
Création : 19 décembre 1966
Siège : Mandaluyong, Philippines
Statut de l'AIIO : OCOM 11269 le 14 février 1966 et OCOM 11334 le 7 mars 1967 par Lyndon B. Johnson

Société interaméricaine d'investissement
Fondé : 1985
Siège : Washington, DC
Statut de l'AIIO : OCOM 11269 le 14 février 1966 par Lyndon B. Johnson et OCOM 12567 le 2 octobre 1986 par Ronald Reagan

Banque européenne pour la reconstruction et le développement
Fondé : 1991
Siège : Londres, Royaume-Uni
Statut de l'AIIO : OCOM 11269 le 14 février 1966 par Lyndon B. Johnson et OCOM 12766 le 18 juin 1991 par George H.W. Bush

Agence spatiale européenne (anciennement l'Organisation européenne de recherche spatiale)

Fondé : 1964

Siège : Paris France

Statut de l'AIIO : OCOM 11318 le 5 décembre 1966 et OCOM 11351 le 22 mai 1967 par Lyndon B. Johnson, OCOM 11760 le 17 janvier 1974 par Richard Nixon, et OCOM 12766 le 18 juin 1991 par George H.W. Bush

Secrétariat international du service volontaire (anciennement Secrétariat du Corps international de la paix)

Création : janvier 1963

Siège : Washington, D.C.

Statut de l'AIIO : OCOM 11363 le 20 juillet 1967 – Lyndon B. Johnson

United International Bureau for the Protection of Intellectual Property (BIPRI)

Création : 1893

Siège : Genève, Suisse

Statut de l'AIIO : OCOM 11484 le 29 septembre 1969 – Richard Nixon

Organisation mondiale des douanes (anciennement Conseil de coopération douanière)

Création : 26 janvier 1952

Siège : Bruxelles, Belgique

Statut de l'AIIO : OCOM 11596 le 5 juin 1971 – Richard Nixon

Union africaine (anciennement l'Organisation de l'unité africaine)

Création : 25 mai 1963

Siège : Addis-Abeba, Éthiopie

Statut de l'AIIO : OCOM 11767 le 19 février 1974 par Richard Nixon et OCOM 13377 le 13 avril 2005 par George W. Bush

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (ONU)

Création : 14 juillet 1967

Siège : Genève, Suisse

Statut de l'AIIO : OCOM 11866 le 18 juin 1975 – Gerald Ford

Association internationale de développement (relevant de la Banque mondiale)

Création : 24 septembre 1960

Siège : Washington, D.C.

Statut de l'AIIO : OCOM 11966 le 19 janvier 1977 – Gerald Ford

Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque mondiale)

Création : 4 octobre 1966

Siège : Washington D.C.

Statut de l'AIIO : OCOM 11966 le 19 janvier 1977 – Gerald Ford

Centre international de développement des engrais

Création : octobre 1974

Quartier général : Muscle Shoals, AL

État de l'AIIO : OCOM 11977 le 14 mars 1977 – Jimmy Carter

International Mobile Satellite Organization

Création : 16 juillet 1979

Siège : Londres, Royaume-Uni

Statut de l'AIO : OCOM 12238 le 12 septembre 1980 – Jimmy Carter

Force multinationale et observateurs

Création : 3 août 1981

Siège : Rome

Statut de l'AIIO : OCOM 12359 le 12 avril 1982 – Ronald Reagan

Institut international de recherche sur les politiques alimentaires – privilèges limités

Création : 5 mars 1975

Siège : Washington, D.C.

Statut de l'AIIO : OCOM 12359 du 22 avril 1982 – Ronald Reagan

Banque africaine de développement

Création : 10 septembre 1964

Siège : Abidjan, Côte d'Ivoire

État de l'AIIO : OCOM 12403 le 8 février 1983 – Ronald Reagan

Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) – privilèges limités

Création : 7 septembre 1923

Siège : Lyon, France

Statut de l'AIIO : OCOM 12425 le 16 juin 1983 par Ronald Reagan, OCOM 12971 le 15 septembre 1995 par William J. Clinton, et OCOM 13524 le 16 décembre 2009 par Barack Obama

Commission internationale des frontières et des eaux – États-Unis et Mexique

Création : 1er mars 1889

Siège : El Paso, TX

État de l'AIIO : OCOM 12467 le 2 mars 1984 – Ronald Reagan

Organisation mondiale du tourisme (ONU)

Création : 1975

Siège : Madrid, Espagne

État de l'AIIO : OCOM 12508 du 22 mars 1985 – Ronald Reagan

Commission du saumon du Pacifique

Fondée : 1937

Siège social : Vancouver, Canada

Statut de l'AIIO : OCOM 12567 du 2 octobre 1986 – Ronald Reagan

Organisation des Nations unies pour le développement industriel

Création : 17 novembre 1966

Siège : Vienne, Autriche

État de l'AIIO : OCOM 12628 du 8 mars 1988 – Ronald Reagan

Comité international de la Croix-Rouge

Création : 17 février 1863

Siège : Genève, Suisse

État de l'AIIO : OCOM 12643 le 23 juin 1988 – Ronald Reagan

Agence multilatérale de garantie des investissements (relevant de la Banque mondiale)

Fondé : 1988

Siège : Washington, D.C.

Statut de l'AIIO : OCOM 12467 le 22 août 1988 – Ronald Reagan

Organisation pour les États des Caraïbes orientales

Création : 1981

Siège : Castries, Sainte-Lucie

Statut de l'AIIO : OCOM 12669 le 20 février 1989 – George H.W. Bush

Fonds international de développement agricole (ONU)

Création : décembre 1977

Siège : Rome, Latium, Italie

Statut de l'AIIO : OCOM 12732 le 31 octobre 1990 – George H.W. Bush

Organisation du droit du développement international

Création : 1er janvier 1983

Siège : Rome, Italie

Statut de l'AIIO : OCOM 12842 le 29 mars 1993 – William J. Clinton

North Pacific Anadromous Fish Commission

Création : 11 février 1992

Siège social : Vancouver, Colombie-Britannique, Canada

Statut de l'AIIO : OCOM 12895 le 26 janvier 1994 – William J. Clinton

Organisation des sciences marines du Pacifique Nord

Création : 24 mars 1992

Siège social : Sidney, Canada

Statut de l'AIIO : OCOM 12894 le 26 janvier 1994 – William J. Clinton

Commission de coopération environnementale frontalière

Fondé : 1994

Siège social : Ciudad Juarez, Mexique

Statut de l'AIIO : OCOM 12904 le 16 mars 1994 – William J. Clinton

Commission de coopération environnementale

Fondé : 1994

Siège social : Montréal, Canada

Statut de l'AIIO : OCOM 12904 le 16 mars 1994 – William J. Clinton

Banque nord-américaine de développement

Fondé : 1994

Siège : San Antonio, TX

Statut de l'AIIO : OCOM 12904 le 16 mars 1994 – William J. Clinton

Fondation binationale de recherche et développement industriels Israël-États-Unis

Fondé en 1977

Siège : Israël

Statut de l'AIIO : OCOM 12956 le 13 mars 1995 – William J. Clinton

Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles – privilèges limités

Création : 5 octobre 1948
Siège : Gland, Suisse
Statut de l'AIIO : OCOM 12986 le 18 janvier 1996 – William J. Clinton

Organisation mondiale du commerce
Création : 1er janvier 1995
Siège : Genève, Suisse
Statut de l'AIIO : OCOM 13042 le 9 avril 1997 – William J. Clinton

Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
Création : 29 avril 1997
Siège : La Haye, Pays-Bas
Statut de l'AIIO : OCOM 13049 le 11 juin 1997 – William J. Clinton

Bureaux économiques et commerciaux de Hong Kong
Fondé : 1986
Siège : Beijing / New York
Statut de l'AIIO : OCOM 13052 le 30 juin 1997 – William J. Clinton

Union interparlementaire
Création : 1889
Siège : Genève, Suisse
Statut de l'AIIO : OCOM 13097 le 7 août 1998 – William J. Clinton

GRECO (Conseil de l'Europe à l'égard du Groupe d'États contre la corruption)
Fondé : 1999
Siège : Conseil de l'Europe, Strasbourg, France
Statut de l'AIIO : OCOM 13240 le 18 décembre 2001 – George W. Bush

Banque centrale européenne
Création : 1er juin 1998
Siège : Francfort, Allemagne
Statut de l'AIIO : OCOM 13307 le 29 mai 2003 – George W. Bush

Fonds africain de développement
Création : 10 septembre 1964
Siège : Tunis, Tunisie
État de l'AIIO : OCOM 13377 le 13 avril 2005 – George W. Bush

Fonds mondial (Bill et Melinda Gates, Jeffrey Sachs, Kofi Annan, Amir Attaran)
Date de création : 28 janvier 2002
Siège : Genève, Suisse
État de l'AIIO : OCOM 13395 le 13 janvier 2006 – George W. Bush

ITER Organisation internationale de l'énergie de fusion
Date de création : 24 octobre 2007
Siège social : Saint-Paul-les-Durance, France
État de l'AIIO : OCOM 13451 le 19 novembre 2007 – George W. Bush

Haut représentant en Bosnie-Herzégovine et Bureau civil international au Kosovo
Création : 1995
Siège : Sarajevo, Bosnie-Herzégovine

Statut de l'AIIO : OCOM 13568 le 8 mars 2011 – Barack Obama

Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA)

Date de création : 26 janvier 2009

Siège : Abu Dhabi, Émirats arabes unis

État de l'AIIO : OCOM 13705 le 3 septembre 2015 – Barack Obama

Organisation mondiale de la santé animale (anciennement l'Office international des épizooties (OIE))

Création : 25 janvier 1924

Siège : Paris, France

État de l'AIIO : OCOM 13759 le 12 janvier 2017 – Barack Obama

Depuis Truman, chaque président a accordé des immunités à un certain nombre d'organisations internationales, à l'exception du président Trump, et jusqu'à présent, Biden.

La partie 2 plonge profondément dans les connexions qui dévoilent un groupe plus large tirant de nombreuses ficelles qui semblent avoir été peu ou pas exposées, et montre à quel point cela s'étend et le véritable pouvoir qu'ils détiennent – où les lois et la constitution ne semblent pas exister pour eux.

Autres organisations bénéficiant de l'immunité en vertu de traités et/ou de lois de non-responsabilité

GAVI The Vaccine Alliance

La GAVI, fondée en 2000 par la Fondation Bill & Melinda Gates, avec l'UNICEF, le Groupe de la Banque mondiale et l'OMS, a été initialement accueillie par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), ce qui signifie qu'elle a obtenu des immunités et des privilèges grâce à cette relation d'accueil. Lorsque l'UNICEF n'a plus accueilli la GAVI, elle est devenue une fondation et une institution internationale en vertu de la loi suisse, et elle a obtenu des privilèges et des immunités en Suisse le 1er janvier 2009, qui correspondent à ceux dont jouit l'ONU. En fait, GAVI a été la première institution internationale à recevoir une reconnaissance en vertu de la nouvelle loi sur l'État hôte en Suisse.

Oui, il s'agit du même GAVI qui a conclu un contrat avec la plupart des pays du monde pour aider à mettre en œuvre la COVID-19, et le même GAVI qui a reçu des milliards de dollars du gouvernement américain au cours des deux dernières décennies. En prime, les États-Unis ont décidé de créer la U.S. International Development Finance Corporation (DFC) en 2019 pour financer le secteur privé des soins de santé, de l'énergie, des télécommunications et des infrastructures essentielles. En mai dernier, GAVI et les PLC se sont associés pour créer le Mécanisme de financement rapide COVAX, offrant jusqu'à 1 milliard de dollars pour lancer d'autres attaques contre la COVID-19.

Le Fonds mondial a été fondé en 2000 par Bill & Melinda Gates, Kofi Annan, Amir Attaran et Jeffrey Sachs et a été lancé en 2002. Ils ont mis en place un système similaire. Ils ont également créé une fondation en vertu du droit suisse. Dans un accord avec l'OMS prévoyant un Secrétariat pour le Fonds mondial, il a étendu les immunités et privilèges de l'OMS au Fonds mondial. En même temps que GAVI a reçu des privilèges et immunités en Suisse, le Fonds mondial a mis fin à son accord avec l'OMS le même jour. Cela dit, comme on peut le voir dans la liste ci-dessus, le Fonds mondial bénéficiait déjà d'immunités et de privilèges de la part des États-Unis et les avait

déjà obtenus de la Suisse également. Il n'a pas fallu longtemps pour convaincre d'autres pays de leur accorder des immunités semblables.

Ils ne sont pas les seuls à avoir bénéficié d'immunités élargies. Il y a beaucoup d'autres questions à ce sujet dans la partie 2.

Grandes sociétés pharmaceutiques

Comme l'indique le rapport Digs de Corey sur la rougeole, les cerveaux et les millions, les grandes sociétés pharmaceutiques se sont vu accorder une immunité complète contre les poursuites pour blessures et décès causés par les vaccins, en 1986, lorsque le Programme d'indemnisation des victimes de la vaccination a été créé.

Je tiens à préciser que toutes les grandes sociétés pharmaceutiques, GAVI, l'OMS, les cinq branches de la Banque mondiale et le Fonds mondial sont immunisés. Est-ce que quelqu'un croit qu'il est préoccupé par plus de 1,6 million de cas de blessures et de décès par balle signalés à VAERS depuis 1986, alors qu'aucun d'entre eux ne serait tenu responsable et que l'argent des contribuables paierait quiconque recevrait une indemnisation minimale? Rappelez-vous, la plupart d'entre eux ont ces immunités à l'échelle internationale. Et les gens se demandent pourquoi ils se promènent sans peur, tout en élargissant les objectifs de « contrôle de la population ».

CERN : Organisation européenne pour la recherche nucléaire

Formés en 1954 et basés dans le canton de Genève, en Suisse, les scientifiques du CERN veulent comprendre « de quoi l'univers est fait et comment il fonctionne ». Pendant qu'ils allument leur collisionneur de 17 milles de long pour étudier les particules et sonder la matière noire et célébrer avec des cérémonies rituelles sataniques incroyablement bizarres, ils jouissent aussi de l'immunité et des privilèges.

« Le Protocole reconnaît... la capacité de l'organisme à contracter, à acquérir et à aliéner des biens meubles et immeubles et à participer à des procédures judiciaires [...] Entre autres choses, la nouvelle reconnaissance signifie que notre fonds de pension – qui fait partie intégrante du CERN sans statut juridique propre – peut maintenant entreprendre des opérations d'investissement sur des marchés qui étaient auparavant difficiles d'accès. » – Eva-Maria Groniger-Voss, Conseillère juridique du CERN

Depuis mars 2004, le CERN bénéficie d'immunités supplémentaires, opérant en dehors de ses États hôtes, la Suisse et la France, aux autres États membres de leur organisation.

Le CERN opère avec 23 États membres, avec d'autres États ayant le statut d'observateur, et un grand nombre d'États non membres ayant des accords de coopération internationale avec le CERN. Le statut d'observateur et le statut de non-membre de la Fédération de Russie ont été supprimés le 8 mars 2022.

Le protocole leur accorde également l'immunité de juridiction. Bien sûr, le personnel qui a des réclamations contre l'organisation doit les soumettre à l'Organisation internationale du travail, qui détient également le statut d'immunité internationale. L'immunité de juridiction est également étendue au personnel et les exempte, ainsi que les membres de leur famille, des restrictions en matière d'impôt sur le revenu et d'immigration. Le CERN compte plus de 9000 scientifiques.

La Banque des règlements internationaux (BRI) : immunité et au-delà

La Banque des règlements internationaux a été créée à Bâle, en Suisse, en 1930. Il s'agit d'une institution financière internationale détenue par les banques centrales et sert de banque pour les banques centrales, en plus d'agir comme agent ou fiduciaire pour les transactions financières internationales. Il est composé de membres des banques centrales et des autorités monétaires, y compris le Conseil des gouverneurs du système de la Réserve fédérale. La BRI est régie par un conseil d'administration. En fait, Jerome H. Powell en fait partie. La BRI fonctionne avec l'immunité souveraine et, selon son site Web, certaines de ces immunités s'étendent non seulement aux membres de la BRI dans le cadre d'activités précises, mais aussi aux « institutions d'importance systémique », qui sont probablement les assureurs, et aux systèmes de paiement. Il y a actuellement 63 banques membres et autorités monétaires, plus leurs filiales membres sous l'Association internationale des assureurs de dépôts (IADI). Ils ont aussi des centres d'innovation pour les CBDC.

Dans l'accord entre le Conseil fédéral suisse et la BRI, quelques-unes des immunités se répartissent comme suit:

Article 12-15, 18 : Immunité des membres du conseil d'administration, des dirigeants, du personnel bancaire, des représentants des banques (non) membres et des « experts », y compris l'inviolabilité de toute la documentation.

Article 24 : Immunité des locaux.

Essentiellement, cela signifie qu'il n'y a absolument aucune transparence, aucune traçabilité ni aucune reddition de comptes quant à l'endroit où les fonds sont transférés.

Le fait que certaines de ces immunités s'étendent aux membres et semblent s'étendre aux « institutions d'importance systémique » par la BRI n'est pas surprenant. Séparément, comme on peut le voir dans la liste ci-dessus sur les organisations internationales à l'immunité, nous savons que les 13 institutions financières suivantes bénéficient de l'immunité en vertu de la Loi sur l'immunité des organisations internationales :

- Banque africaine de développement
- Fonds africain de développement
- Banque asiatique de développement
- Banque européenne pour la reconstruction et le développement
- Banque centrale européenne (également cotée sur la BRI auprès de 63 banques membres)
- Banque interaméricaine de développement
- Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)
- Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Groupe de la Banque mondiale)
- Association internationale de développement (Groupe de la Banque mondiale)
- Société financière internationale (Groupe de la Banque mondiale)
- Fonds monétaire international (ONU)
- Agence multilatérale de garantie des investissements (Groupe de la Banque mondiale)
- Banque nord-américaine de développement

En 2005, le projet de loi H.R. 3269 a été présenté par le Congrès pour modifier la Loi sur l'Organisation internationale des immunités afin d'y inclure la Banque des règlements internationaux. Alors qu'il a été adopté par la Chambre, il n'est jamais sorti du Sénat.

Catherine Austin Fitts de The Solari Report, Patrick Wood et John Titus ont tous couvert les immunités avec la BRI et les banques centrales et leurs conclusions jusqu'à présent, donc plutôt que

de régurgiter leur solide travail sur ce sujet, tout est lié ci-dessous. Cela dit, il y a quelques autres points à souligner en ce qui concerne certains éléments clés du calendrier.

Quelques points clés à titre de référence :

23 décembre 1913

La Réserve Fédérale a été créée

20 janvier 1930

Création de la Banque des règlements internationaux

1936

La Convention de La Haye a élargi les immunités de la BRI

Juillet 1944

Création de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)

27 décembre 1945

Onze pays européens ont signé les statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)

29 décembre 1945

Les États-Unis ont adopté la Loi sur l'immunité des organisations internationales

19 février 1946

Le président Harry S. Truman a commencé à distribuer des immunités aux organisations internationales, dont les cinq succursales du Groupe de la Banque mondiale, ainsi qu'aux autres banques énumérées ci-dessus

Septembre 1994

La première réunion du Conseil de la BRI après que la Réserve fédérale a finalement acheté des actions dans le système de la BRI, a lancé le système de banque centrale à l'échelle mondiale, avec la BRI à la barre

1er octobre 1997

De l'argent a commencé à disparaître du département de la Défense et du département du Logement et du Développement urbain du gouvernement fédéral des États-Unis, en grandes quantités, totalisant 21 billions de dollars d'ici l'exercice 2015

10 septembre 2000

La BRI a fait parvenir une note à ses actionnaires inscrits les informant de la décision de la BRI d'appliquer la nouvelle restriction sur le droit de détenir des actions de la BRI exclusivement aux banques centrales, qui comprenait des détails sur le rachat obligatoire de toutes les actions, et les modifications des statuts de la BRI qui devaient être adoptées par l'Assemblée générale extraordinaire tenue le 8 janvier 2001. Remarque sur le site du SIF.

Mai 2002

La BRI a créé une filiale appelée International Association of Deposit Insurers (IADI), dont la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) est membre, avec 91 autres assureurs de dépôts. Le Trésor américain, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale sont quelques-uns des partenaires de l'IADI.

22 août 2019

Le livre blanc de BlackRock sur « Going Direct » révèle que la banque centrale transfère des fonds directement dans les mains des dépensiers des secteurs public et privé (c'est-à-dire les investisseurs en actions), dans un stratagème de blanchiment. Le plan a injecté plus de 5 billions de dollars dans le système financier américain. Le mois suivant, la Réserve fédérale des États-Unis a lancé un programme de prêt de prise en pension par « Going Direct » dans les maisons de courtage de Wall Street et, en mars 2020, elle a embauché BlackRock pour l'aider à mettre en œuvre le plan « Going Direct ».

Pour mieux comprendre l'histoire de la BRI, des banques centrales, des immunités et ce que tout cela signifie, il est prudent de surveiller et de lire ce qui suit:

[All The Plenary's Men](#), by John Titus

[The Iron Bank: Is BIS Sovereign Immunity the Secret Sauce Behind the Global Coup? Part 1](#)
with Catherine Austin Fitts and Patrick Wood

[The Iron Bank: Is BIS Sovereign Immunity the Secret Sauce Behind the Global Coup? Part 2](#)
with Catherine Austin Fitts and Patrick Wood

[Does the BIS Owe US \\$21 Trillion \(Or Owe You \\$65,000\)?](#) by Catherine Austin Fitts

[Fed Immunity for Banksters](#) with John Titus and Robert F. Kennedy Jr.

[The Tower of Basel](#), by Adam Lebor

[Missing Money](#), section on The Solari Report containing documents, articles, and videos

Membres de la BRI : 63 Banques centrales, autorités monétaires et système de la Réserve fédérale :
Cela ne comprend pas les assureurs et les sociétés de systèmes de paiement

Banque d'Algérie
Banque centrale d'Argentine
Reserve Bank of Australia
Banque centrale de la république d'Autriche
Banque nationale de Belgique
Banque centrale de Bosnie-Herzégovine
Banque centrale du Brésil
Banque nationale de Bulgarie
Banque du Canada
Banque centrale du Chili
Banque populaire de Chine
Banque centrale de Colombie
Banque nationale de Croatie
Banque nationale tchèque
Danmarks Banque nationale (Danemark)
Banque d'Estonie
Banque centrale européenne
Banque de Finlande
Banque de France
Deutsche Bundesbank (Allemagne)
Banque de Grèce

Autorité monétaire de Hong Kong
Magyar Nemzeti Bank (Hongrie)
Banque centrale d'Islande
Reserve Bank of India
Banque Indonésie
Banque centrale d'Irlande
Banque d'Israël
Banque d'Italie
Banque du Japon
Banque de Corée
Banque centrale du Koweït
Banque de Lettonie
Banque de Lituanie
Banque centrale du Luxembourg
Banque centrale de Malaisie
Banque du Mexique
Banque Al-Maghrib (Banque centrale du Maroc)
Banque des Pays-Bas
Banque de réserve de Nouvelle-Zélande
Banque centrale de Norvège
Banque nationale de la République de Macédoine du Nord
Banque centrale de réserve du Pérou
Bangko Sentral ng Pilipinas (Philippines)
Narodowy Bank Polski (Pologne)
Banco de Portugal
Banque nationale de Roumanie
Banque centrale de la Fédération de Russie
Banque centrale saoudienne
Banque nationale de Serbie
Autorité monétaire de Singapour
Banque Nationale de Slovaquie
Banque de Slovénie
Banque de réserve sud-africaine
Banque d'Espagne
Sveriges Riksbank (Suède)
Banque nationale suisse
Banque de Thaïlande
Banque centrale de la République de Türkiye
Banque centrale des Émirats arabes unis
Banque d'Angleterre
Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale (États-Unis)
Banque d'État du Vietnam

Il est temps de fermer la laverie automatique

Maintenant que le moment ah ha est entré en vigueur, songez à combien de milliers d'ONG et de sociétés ont opéré avec et à travers ce vaste champ d'immunité, cette terre intraversable et irresponsable qui ne connaît pas de frontières. Il n'y a pas de tracasseries administratives dans ce domaine – seuls les fantasmes dystopiques qu'ils souhaitent réaliser en choisissant les mangeoires pour servir leur monde de rêve futur. Imaginez simplement marcher dans la vie en sachant que vous êtes intouchable, et considérez l'euphorie de ces individus avides de pouvoir. Séduits par les

ténèbres et le vide de conscience, ils continuent à avancer avec leurs agendas, tandis que chacun s'assoit en priant pour un miracle.

Ce sont des groupes d'hommes et de femmes qui ont conçu un plan pour prendre le contrôle mondial de l'argent du monde et l'armer contre tout le monde. Le complot a commencé il y a un siècle, et il est grand temps de déjouer leur plan.

La John Birch Society a récemment publié quelques idées brillantes pour lutter contre cette tyrannie. Ils expliquent que les gouvernements des États ont l'obligation de rendre toutes les mesures fédérales inconstitutionnelles inapplicables, ou nulles et non avenues, et énoncent deux façons d'y parvenir en ce qui concerne les dépenses fédérales.

1) Adopter une loi sur l'entiercement

Ils proposent que les assemblées législatives des États adoptent une « Loi sur la souveraineté des États et les fonds fiscaux fédéraux », connue sous le nom de « loi sur l'entiercement ». Les impôts fédéraux seraient nécessaires pour aller dans un fonds spécial contrôlé par le gouvernement de l'état. Une fois qu'ils calculent les dépenses fédérales constitutionnelles réelles, l'État enverrait seulement ce pourcentage de fonds à l'Internal Revenue Service (IRS). Les fonds restants serviraient à financer les dépenses de l'État qui dépendent du financement fédéral, ou ils seraient retournés aux contribuables.

Ils soulignent que cela permettrait aux contribuables d'économiser beaucoup d'argent durement gagné, car ils estiment que 80 p. 100 des dépenses fédérales sont inconstitutionnelles. Cela protégerait l'État et le peuple, tout en mettant le gouvernement fédéral sous contrôle. Ils soulignent également que ce projet de loi a été présenté dans cinq États au cours des années précédentes, mais qu'il n'a pas encore été promulgué, ce qui est essentiel à l'heure actuelle pour prendre le dessus.

2) Annuler la Réserve fédérale

Ici, ils soutiennent que la Réserve fédérale est inconstitutionnelle et a créé un monopole sur la monnaie. Elles illustrent comment 42 États ont adopté des lois visant à abolir ou à réduire les taxes de vente sur les métaux précieux, ce qui est un grand pas vers leur cours légal. L'Oklahoma, l'Utah et le Wyoming mènent le peloton en réaffirmant la validité de l'or et de l'argent comme monnaie légale pour concurrencer les billets de la Réserve fédérale. Le Texas a ouvert un dépôt de métaux précieux et le Tennessee a adopté une loi pour étudier la création de son propre dépôt.

Ce sont de grands pas dans la bonne direction, mais comme le souligne la Société John Birch, les gouvernements des États doivent appliquer la clause d'or et d'argent de la Constitution (Article I, Section 10), qui déclare que « Aucun État ne doit [...] faire de toute chose, sauf de l'or et de l'argent, un dépôt en paiement de dettes. »

En fin de compte, les États feraient mieux de cesser d'accepter l'aide financière fédérale qui les enferme dans les règles et les stipulations que le gouvernement fixe à ces fonds, et ils feraient mieux de commencer à les tenir responsables, En rompant les liens et en remplissant leurs obligations envers les gens de leur État, ces voleurs continueront de prospérer jusqu'à ce qu'ils saignent tout le monde à blanc.

Les gens, par contre, feraient mieux de commencer à faire attention à ceux avec qui ils font des affaires, où ils font des opérations bancaires et investissent, pourquoi il est si important que l'argent ne soit pas dans leur système et pourquoi tout le monde doit mettre cette information entre les mains

